

Séance n° 1. De l'autarcie à l'anarchie

Université Paris II Panthéon-Assas

2021-2022

Les relations internationales résultent de la pluralité des unités politiques. Souvent, celles-ci tendent à l'autarcie ou en conservent la nostalgie. Mais les interactions entre unités sont inévitables et délimitent un domaine extérieur, anarchique dans sa structure. Cela signifie que chaque unité, ne se reconnaissant aucun supérieur, ne peut compter que sur elle-même, toutes les autres se présentant d'abord comme une contrainte dans le calcul qui s'impose à elle. L'Empire est une tentative de mettre fin à cette situation par la réduction de l'extérieur à l'intérieur, une unité cherchant à absorber toutes les autres.

Extraits proposés à la lecture

- 1 Aristote, *Les politiques*, Paris, Flammarion, 2015, trad. Pierre Pellegrin, pp. 107-109. 2
- 2 Lao-tseu, *Tao-tö king*, Paris, Gallimard (Folio), 2015 (1967), trad. Liou Kia-hway, pp. 108-109. 3
- 3 George Washington, *Discours d'adieu*, 17 septembre 1796. 4
- 4 Stanley Hoffmann, « Théorie et relations internationales », *Revue française de science politique*, 1961, n° 2, pp. 424-426. 5
- 5 Hedley Bull, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012 (1977), pp. 104-110. 7

- 6 Paul Veyne, « Y a-t-il eu un impérialisme romain ? », *Mélanges de l'École française de Rome. Antiquité*, t. 87, n° 2, 1975, pp. 794-795. 9
- 7 Carl Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1992 (1963), trad. Maire-Louise Steinhauser, pp. 95-96. 10

1 Aristote, *Les politiques*, Paris, Flammarion, 2015, trad. Pierre Pellegrin, pp. 107-109.

Et la communauté achevée formée de plusieurs villages est une cité dès lors qu'elle atteint le terme de l'autarcie pour ainsi dire complète ; bien que se constituant en vue de vivre, elle existe, en vue de la vie heureuse. Voilà pourquoi toute cité est naturelle puisque les premières communautés le sont aussi. Car elle est leur fin, et la nature est fin : ce que chaque chose, en effet, est une fois que sa genèse est complètement achevée, c'est cela que nous disons être la nature de cette chose, par exemple la nature d'un humain, d'un cheval, d'une famille. De plus, le ce en vue de quoi, c'est-à-dire la fin, c'est le meilleur, et l'autarcie est à la fois une fin et quelque chose d'excellent.

Il est manifeste, à partir de cela, que la cité fait partie des choses naturelles, et que l'être humain est par nature un animal politique, et que celui qui est hors cité, naturellement et non pas par hasard, est soit un être dégradé, soit un être surhumain, et il est comme celui qui est injurié en ces termes par Homère : « sans lignage, sans foi, sans foyer ». Car un tel individu est du même coup naturellement passionné de guerre, étant comme un pion isolé dans un jeu.

2 Lao-tseu, *Tao-tö king*, Paris, Gallimard (Folio), 2015 (1967), trad. Liou Kia-hway, pp. 108-109.

Une nation petite et de faible population
peut posséder un certain matériel
qu'elle ne doit pas employer.

Il faut que le peuple considère la mort comme redoutable
et qu'il n'aille pas au loin.

Quoiqu'il ait des bateaux et des voitures,
qu'il ne les utilise pas.

Quoi qu'il ait des armes et des cuirasses,
qu'il n'en fasse pas montre.

Qu'il remette en honneur les cordelettes nouées
et qu'il en fasse usage.

Q'il trouve savoureuse sa propre nourriture,

Qu'il trouve beaux ses vêtements,

Qu'il se contente de son habitation,

Qu'il se réjouisse de ses coutumes.

Les habitants de deux pays contigus
se contentent de s'apercevoir réciproquement
et d'entendre leurs chiens et leurs coqs ;
ils mourront de vieillesse
sans qu'il y ait eu de visites réciproques.¹

1. Cet extrait correspond au chapitre LXXX du *Tao-tö king* (*Dao de jing*), classique chinois attribué à Lao-tseu (Lao Zi). Il est l'un des textes fondateurs de ce que l'on nomme aujourd'hui le taoïsme. La date exacte de sa composition et l'existence même de Lao Zi sont incertaines. À cette époque coexistaient sur une partie de l'espace de ce que l'on n'appelait pas encore la Chine une multiplicité d'unités politiques issues de la lente décomposition du royaume des Zhou orientaux (771-256 av. J.-C.). Dans le texte, les cordelettes nouées désignent un procédé utilisé pour noter les événements avant l'invention de l'écriture.

3 George Washington, *Discours d'adieu*, 17 septembre 1796.

The great rule of conduct for us in regard to foreign nations is, in extending our commercial relations to have with them as little political connection as possible. So far as we have already formed engagements let them be fulfilled with perfect good faith. Here let us stop.

Europe has a set of primary interests which to us have none or a very remote relation. Hence she must be engaged in frequent controversies, the causes of which are essentially foreign to our concerns. Hence, therefore, it must be unwise in us to implicate ourselves by artificial ties in the ordinary vicissitudes of her politics or the ordinary combinations and collisions of her friendships or enmities.

Our detached and distant situation invites and enables us to pursue a different course. If we remain one people, under an efficient government, the period is not far off when we may defy material injury from external annoyance; when we may take such an attitude as will cause the neutrality we may at any time resolve upon to be scrupulously respected; when belligerent nations, under the impossibility of making acquisitions upon us, will not lightly hazard the giving us provocation; when we may choose peace or war, as our interest, guided by justice, shall counsel.

Why forego the advantages of so peculiar a situation? Why quit our own to stand upon foreign ground? Why, by interweaving our destiny with that of any part of Europe, entangle our peace and prosperity in the toils of European ambition, rivalship, interest, humor, or caprice?

4 Stanley Hoffmann, « Théorie et relations internationales », *Revue française de science politique*, 1961, n° 2, pp. 424-426.

Le point de départ de toute théorie valable des relations internationales est la constatation d'une différence radicale entre le milieu interne et le milieu international. Il y a, certes, des circonstances dans lesquelles cette différence tend à s'estomper : il y a des pays dont la cohésion est si faible que les relations qui s'y établissent entre groupes sociaux ou politiques ressemblent aux rapports internationaux. De plus, à certaines époques de l'histoire, se produit une imbrication étroite entre les deux milieux : à l'heure actuelle, la politique internationale emprunte à la politique interne certaines institutions (parlementarisme, groupes de pression internationaux, formations supranationales de partis ou de syndicats), et la politique intérieure est subordonnée à — dans certains cas même déterminée par — les relations entre les États. Néanmoins, pour fonder une discipline, il faut partir d'une sorte de type idéal, d'une représentation de l'essence des phénomènes à étudier, et qui les distingue d'autres phénomènes, quitte à analyser par la suite les cas dans lesquels des rapprochements s'opèrent. Ce type idéal est le point de départ de toute théorie. Celui de la science politique « interne » contemporaine, c'est le modèle de la société intégrée, à la fois communauté (c'est-à-dire accord inconditionnel des membres pour coopérer, division du travail poussée, croyance en un bien commun plus ou moins largement, plus ou moins clairement défini) et Pouvoir (c'est-à-dire monopole de l'usage légitime de la violence par l'État, exercé directement sur les individus). Le modèle dont doit partir la théorie des relations internationales, c'est celui d'un milieu décentralisé, divisé en unités distinctes, c'est-à-dire un milieu qui n'est pas pour l'essentiel une communauté (au mieux, une société, c'est-à-dire que la coopération y est limitée et conditionnelle, et que l'allégeance des membres s'adresse aux groupes distincts plutôt qu'à l'ensemble qu'ils constituent ; au pire, un champ de bataille) et qui n'est pas doté d'un Pouvoir central (d'où le recours légitime à la violence par chaque unité, et l'absence d'autorité directe sur les individus

dans les institutions établies entre les unités). C'est à partir de là, et de là seulement, que l'on peut chercher à comprendre, évidemment, les processus ou institutions caractéristiques des relations internationales (diplomatie, guerre), mais aussi des phénomènes tels que les internationales de partis ou de syndicats, les tentatives juridiques ou institutionnelles pour exorciser le recours individuel à la violence : car les contrastes entre celles-là et les partis ou syndicats internes, et les échecs répétés de celles-ci, ne s'expliquent qu'à partir de la différence des milieux.

Il découle de ce point de départ :

1° que la théorie des relations internationales, tout en posant certaines questions communes à toute la science politique, le fait dans un cadre distinct, et ne peut transposer purement et simplement dans ce cadre les hypothèses ou les lois dégagées par la science politique « interne ». Il y a en effet une différence essentielle entre la science du Pouvoir (ou des structures d'autorité) et la science de l'absence de Pouvoir (ou de la multiplicité des Pouvoirs, ce qui revient au même) ; le déclin des théories dites « idéalistes » s'explique par leur méconnaissance de ce contraste ;

2° que la théorie des relations internationales, au sens d'un ensemble de principes organisateurs, permettant de faire un tri parmi les contributions des multiples disciplines qui traitent des rapports entre unités distinctes, et de mettre ces contributions à profit, est une théorie politique, plutôt qu'économique ou sociologique. En effet, la théorie économique ou sociologique ne pourrait servir cadre organisateur des relations internationales que s'il y avait une communauté internationale poussée ; dans l'état actuel du milieu, phénomènes économiques et rapports transnationaux entre groupes sociaux ou individus sont profondément marqués par la séparation et la rivalité des Pouvoirs. Dans certaines théories sociologiques de la société industrielle (surtout celle de Parsons), il n'y a guère de place pour le secteur politique ; en tout cas, ce n'est pas lui qui est au centre de la théorie. Il est impossible de concevoir une théorie des rapports internationaux qui ne mettrait pas à son centre les phénomènes politiques qui naissent de la fragmentation du monde en unités distinctes.

5 Hedley Bull, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012 (1977), pp. 104-110.

The starting point of international relations is the existence of states, or independent political communities each of which possesses a government and asserts sovereignty in relation to a particular portion of the earth's surface and a particular segment of the human population. On the one hand, states assert, in relation to this territory and population, what may be called internal sovereignty, which means supremacy over all other authorities within that territory and population. On the other hand, they assert what may be called external sovereignty, by which is meant not supremacy but independence of outside authorities. The sovereignty of states, both internal and external, may be said to exist both at a normative level and at a factual level. On the one hand, states assert the right to supremacy over authorities within their territory and population and independence of authorities outside it; but, on the other hand, they also actually exercise, in varying degrees, such supremacy and independence in practice. An independent political community which merely claims a right to sovereignty (or is judged by others to have such a right), but cannot assert this right in practice, is not a state properly so-called.

The independent political communities that are states in this sense include city-states, such as those of ancient Greece or renaissance Italy, as well as modern nation-states. They include states in which government is based on dynastic principles of legitimacy, such as predominated in modern Europe up to the time of the French Revolution, as well as states in which government is based upon popular or national principles of legitimacy, such as have predominated Europe since that time. They include multinational states, such as the European empires of the nineteenth century, as well as states of a single nationality. They include states whose territory is scattered in parts, such as the oceanic imperial states of Western Europe, as well as states whose territory is a single geographical entity.

(...)

A system of states (or international system) is formed when two or more states have sufficient contact between them, and have sufficient impact on one another's decisions, to cause them to behave – at least in some measure – as parts of a whole. Two or more states can of course exist without forming an international system in this sense : for example, the independent political communities that existed in the Americas before the voyage of Columbus did not form an international system with those that existed in Europe; the independent political communities that existed in China during the Period of Warring States (circa 481– 221 B.C.) did not form an international system with those that existed in Greece and the Mediterranean at the same time. But where states are in regular contact with one another, and where in addition there is interaction between them sufficient to make the behaviour of each a necessary element in the calculations of the other, then we may speak of their forming a system. The interactions among states may be direct – as when two states are neighbours, or competitors for the same object, or partners in the same enterprise. Or their interactions may be indirect – the consequence of the dealings each of them has with a third party, or merely of the impact each of them makes on the system as a whole. Nepal and Bolivia are neither neighbours, nor competitors, nor partners in a common enterprise (except, perhaps, as members of the United Nations). But they affect each other through the chain of links among states in which both participate. The interactions among states by which an international system is defined may take the form of co-operation, but also of conflict, or even of neutrality or indifference with regard to one another's objectives.

6 Paul Veyne, « Y a-t-il eu un impérialisme romain ? », *Mélanges de l'École française de Rome. Antiquité*, t. 87, n° 2, 1975, pp. 794-795.

En poursuivant l'annexion ou le contrôle informel de systèmes internationaux différents, elle² visait le même but que, de nos jours, un autre « impérialisme » non moins archaïque, celui du Japon : non pas rechercher une extension territoriale pour elle-même, mais rechercher une liberté d'action unilatérale. Le peuple romain n'a presque jamais été conquérant : il veut soumettre tout le monde pour n'avoir plus à tenir compte d'autrui, pour se trouver seul au monde (l'empire universel n'est pas autre chose que cette confortable solitude) ; car il cherche la sécurité, or il conçoit celle-ci comme un idéal de sécurité définitive, et non pas comme cette sécurité provisoire qui est la seule dont on puisse jouir quand on n'est pas seul à être et qu'on a autour de soi ses semblables : ceux-ci sont une menace ou du moins une gêne, on doit tenir compte de leur existence et les actions unilatérales sont impossibles. C'est dire que, pour Rome, l'existence d'une pluralité d'États, qui va de soi pour les Grecs et pour nous, ne va pas de soi. Cela pose un problème philosophique : la reconnaissance de la pluralité des semblables dans la vie internationale n'est-elle pas seulement un phénomène de haute culture ? Il en est bien ainsi, on le verra. En un mot, le prétendu impérialisme romain est une espèce archaïque d'isolationnisme.

2. La conquête romaine.

7 Carl Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1992 (1963), trad. Maire-Louise Steinhauser, pp. 95-96.

Le caractère spécifique du politique entraîne un pluralisme des États. Toute unité politique implique l'existence éventuelle d'un ennemi et donc la coexistence d'une autre unité politique. Aussi, tant que l'État en tant que tel subsistera sur cette terre, il en existera plusieurs et il ne saurait y avoir d'État universel englobant toute l'humanité et la terre entière. Le monde politique n'est pas un *universum*, mais, si l'on peut dire, un *pluriversum*. À cela correspond que toute théorie politique est pluraliste (...). L'unité politique ne saurait, vu sa nature, être universelle au sens où elle serait une unité englobant toute l'humanité et la planète entière. Le jour où les peuples, les religions, les classes et les autres groupes humains sur cette terre, dans toute leur diversité, seront unis au point de rendre impossible et inconcevable une lutte entre eux, où la possibilité même d'une guerre civile au sein d'un empire englobant la terre entière sera très réellement écartée à tout jamais, où donc même la simple éventualité d'une discrimination ami-ennemi aura disparu, il n'y aura plus que des faits sociaux purs de toute politique : idéologie, culture, civilisation, économie, morale, droit, arts, divertissements, etc. mais il n'y aura plus ni politique ni État. J'ignore si la Terre et l'humanité connaîtront jamais cet état et quand cela se produira. En attendant, il n'existe pas. Ce serait une fiction malhonnête de le supposer réalisé et ce serait une méprise bien éphémère, vu la facilité avec laquelle une guerre entre grandes puissances se transforme de nos jours en guerre mondiale, de croire que la fin de cette guerre correspond à la paix mondiale et donc à cet état idyllique de paix universelle où la dépolitisation est totale et définitive.